



OBSERVATOIRE
DES DONNÉES
ÉCONOMIQUES

Les entreprises en difficulté en France : prévention et accompagnement

Observatoire des données
économiques
Rapport annuel 2021



Conseil National des
Administrateurs Judiciaires
et des **Mandataires Judiciaires**

www.cnajmj.fr

AVANT-PROPOS

Je suis heureux de vous présenter, au nom de l'ensemble des membres du Conseil national des Administrateurs judiciaires et des Mandataires judiciaires, le premier Rapport Annuel de l'Observatoire des Données économiques.

Ce rapport recense l'ensemble des données que nous collectons désormais de manière automatique et régulière (chaque semaine) au sein des logiciels métiers des professionnels. Ces données ont donc l'avantage d'être à la fois les plus exhaustives (chaque procédure ouverte en France doit donner lieu à un enregistrement dans le logiciel métier du professionnel), les plus fiables et les plus fines qui soient, puisqu'elles sont puisées directement à la source, entre les mains des professionnels en charge de chaque dossier.

Alors qu'en temps normal, on comptait environ 50 000 procédures collectives par an, représentant, selon la conjoncture, environ 130 000 emplois directs, l'année 2021 s'est terminée sur un plus bas historiques : 27 103 procédures collectives, en nouvelle baisse de 3,8% par rapport 2020, et 75 478 emplois directement concernés.

Ce niveau est le plus bas enregistré depuis que des statistiques existent sur le nombre d'ouvertures de procédures collectives. Par rapport aux années antérieures à la crise Covid, la baisse atteint 41,22% comparé à 2019 et 44,84% comparé à 2018.

Au-delà du nombre de dossiers ouverts, c'est évidemment la taille des entreprises, et le nombre d'emplois menacés qui compte le plus. En 2021, les procédures comportent :

- moins de 20 000 liquidations juridiques directes, dont 86% de dossiers impécunieux, avec une taille moyenne de 1,2 salariés ;
- 6.403 redressements judiciaires, avec une taille moyenne de 6,1 salariés ;
- 761 sauvegardes, avec 16,4 salariés en moyenne.

A l'inverse, on a ouvert 5 142 conciliations et mandats ad hoc, soit une hausse de 48,6% par rapport à 2020, et d'environ 22% 2019 et 2018.

89% des dossiers de prévention concernent des entreprises de moins de 10 salariés, avec une taille moyenne de 26,3 salariés (contre 108 en 2020). Ces chiffres sont la preuve que la culture de la prévention se diffuse dans les PME, et c'est une très bonne chose.

1. Le tsunami n'a pas eu lieu, et il ne viendra pas

Depuis le début de la crise sanitaire, le « quoi qu'il en coûte » a conduit à injecter dans l'économie près de 240 Md€ (à titre de comparaison, le plan Sarkozy de 2008 était de 26 Md€), pour :

- prendre en charge les coûts, et ce faisant, « externaliser » les pertes de nos entreprises (chômage partiel, aide aux coûts fixes, par exemple le Fonds de solidarité : 35 Md€) ;
- financer les besoins, via de la dette qui pèse aujourd'hui sur le bilan de nos entreprises :
 - PGE : 140 Md€ pour 685 000 entreprises, dont 50% ont été consommés, avec un PGE médian de 45K€ ;
 - Reports de charges aux entreprises : 10 Md€ ;
 - Reports d'impôts : 3,6 Md€ ;
 - Des prêts FDES ou autres pour environ 750M€.

AVANT-PROPOS

Pour dire les choses simplement, il n'y a jamais eu autant d'argent disponible, et ce, avant même de prendre en compte le plan de relance, qui arrive tout juste : il n'y a donc aucune raison que le nombre de défaillances augmente à court terme, en tout état de cause pas dans les proportions qui ont pu être fantasmées par certains : rien, dans les fondamentaux économiques actuels, ne le corroborerait.

2. On peut en revanche anticiper une hausse très progressive des dossiers de restructuration

Ce qui cause les défaillances, bien d'avantage que les crises, ce sont les mutations économiques, qu'il s'agisse de changements de technologie, de modes de consommation, de réglementation, les innovations de rupture, bref tous ces changements auxquels, statistiquement, certaines entreprises peinent à s'adapter.

Des changements profonds étaient déjà à l'œuvre avant la crise sanitaire, d'autres vont venir de la crise, et d'autres sont prévisibles.

Parmi les changements déjà à l'œuvre, on peut citer :

- La transition énergétique, avec notamment l'avènement de la voiture électrique qui a déjà un impact considérable pour les sous-traitants et les constructeurs ;
- L'e-commerce, qui n'est évidemment pas nouveau, mais qui ne cesse de progresser : la part d'internet dans le commerce non-alimentaire (13%) avait suffi à déstabiliser le secteur de l'habillement.

Le confinement nous a tous poussés à consommer, temporairement, quasiment à 100% par internet. Qu'en reste-t-il aujourd'hui, et qu'en restera-t-il demain ? Il faut s'attendre à des conséquences, notamment, pour :

- Les commerces qui ne sont pas omnicanaux ;
- L'immobilier commercial.

D'autres changements sont nés de la crise :

- Le télétravail : le déplacement des lieux de consommation aura des impacts durables sur les moyens de transport, et le commerce en généra ;
- Le surendettement des Etats peut également avoir des conséquences importantes, à moyen et long termes.

D'autres changements, enfin, sont largement prévisibles. On peut citer, par exemple :

- La voiture autonome, qui affectera nécessairement le monde du transport et de la logistique.
- L'impression 3D : quelles seront ses conséquences sur l'industrie et la construction ?
- La poursuite de la transition énergétique et de notre adaptation au changement climatique, évidemment : quels sont les secteurs qui seront déstabilisés ?

3. Au-delà, il est par nature difficile d'anticiper, mais d'autres crises surviendront, nécessairement. Notre responsabilité est de les anticiper pour mieux les affronter

Bien des mutations sont en cours, dont les conséquences sont difficilement prévisibles. On peut citer, parmi les plus évidentes, la hausse des taux si elle se confirme, la guerre en Ukraine, la marginalisation de la Russie dans la vie économique mondiale, la confrontation Chine-USA, l'éventuel renfermement de la Chine, l'émergence de l'Afrique comme puissance économique...

Voilà des défis auxquels nous serons confrontés demain : tous peuvent affecter nos entreprises, nos missions et notre façon de travailler.

Dans un monde toujours plus complexe, tous les acteurs économiques, chacun à leur place, doivent s'ouvrir et se moderniser.

A leur échelle, les Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires défendent la dématérialisation la plus poussée possible des procédures collectives, l'élargissement du champ de nos missions, pour accompagner les entreprises le plus en amont possible de leurs difficultés, la modernisation de certains aspects de notre statut, pour récompenser le mérite et l'effort, et le contrôle effectif de l'excellence des nouveaux entrants dans la profession.

L'histoire est à suivre et nous nous tiendrons, comme toujours, aux côtés de nos entreprises, dans l'intérêt supérieur de l'économie française.

Aussi, ce premier Rapport Annuel sera suivi d'autres. Je vous en souhaite une excellente lecture.

Frédéric Abitbol

SOMMAIRE

5-6. CONSTATS 2021

7. Un niveau de procédures collectives historiquement bas

8. Un rebond des procédures de prévention

9. TYPOLOGIE DES PROCÉDURES ET ÉVOLUTION

10-16. FOCUS SUR L'EMPLOI ET LA TYPOLOGIE DES ENTREPRISES CONCERNÉES

17-19. ANALYSE SECTORIELLE

20-65. ANALYSE PAR TYPE DE RÉGION

Les ouvertures de procédures collectives par région

Focus région par région

CONSTATS 2021

-4,7%

de procédures
de redressement
judiciaires

27 103

ouvertures
de procédures
collectives en France

Nouvelle baisse de 3,8 % après la
chute de 38,9 % en 2020

75 000

emplois concernés

Un niveau de défaillances d'entreprises historiquement bas

Après une baisse de près de 39 % en 2020 par rapport à 2019, l'année 2021 s'achève avec un niveau historiquement faible de procédures collectives : 27 103, un record, le niveau le plus bas jamais enregistré et une baisse supplémentaire de 3,8 % par rapport à 2020 qui constituait déjà le niveau historique le plus bas. Le niveau des procédures collectives est en baisse de plus de 42,7% par rapport à son niveau de 2019. On constate un léger rebond des ouvertures de procédures collectives au T4-2021 (+6,5 % par rapport au T4-2020) mais sans que cela constitue un signe pour 2022.

L'évolution 2021 semble être directement liée à l'efficacité et à l'impact très puissant des mesures d'aides mises en place par le Gouvernement depuis le début de la pandémie. Leur large couverture, associée à la reprise économique observée en 2021, ont, une fois encore, fait mentir toutes les prédictions de vagues de faillites. Il est probable que l'on assiste à une remontée progressive des défaillances d'entreprises au cours des années 2022-2023.

Toutefois, compte tenu des encours de trésorerie encore disponibles (la moitié des PGE n'a pas été utilisée) il est probable que cette remontée soit lente, graduelle et partielle.

CONSTATS 2021

+48,6%
de procédures
de prévention

Rebond des procédures de prévention

Parallèlement à ce niveau historiquement bas des procédures collectives, le volume d'ouverture de procédures de prévention a, quant à lui, rebondi de près de 48,6 % en 2021 et dépassé le taux des 5 000 procédures annuelles. Ce rebond fait suite à une forte baisse de plus de 17 % en 2020 par rapport au niveau de 2019 (un peu plus de 4 100 procédures) et constitue donc dans une large mesure un simple rattrapage. La hausse de 2021 s'explique par l'augmentation de la part des TPE dans l'ouverture de ces procédures qui concernent, traditionnellement, plutôt des PME, ETI voire des grands groupes.

Ainsi, en 2021, 89 % des dossiers de prévention ont moins de 10 salariés, avec une taille moyenne à 26,3 salariés (contre 108 en 2020). Dans le détail, les entreprises en conciliation avaient en moyenne 54 salariés en 2021 contre 224 en 2020, et celles en mandat ad hoc avaient en moyenne 16 salariés en 2021 contre 62 en 2020. Au global, le nombre moyen de salariés par dossier a donc été divisé par près de 5 en un an, ce qui témoigne de la diffusion croissante de la prévention auprès des TPE/PME.

LES PROCÉDURES COLLECTIVES

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Sauvegarde	1 141	1 004	927	784	761	-2,9%
Redressement judiciaire	13 022	13 144	12 549	6 718	6 403	-4,7%
Liquidation judiciaire directe	35 748	34 988	32 641	20 664	19 939	-3,5%
Total	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%
Nombre d'emplois concernés	129 834	133 463	128 283	123 269	75 478	-38,8%

LES PROCÉDURES DE PRÉVENTION

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Conciliation	1 030	1 178	1 246	1 312	1 700	+29,6%
Mandat ad hoc	2 882	2 991	2 926	2 148	3 442	+60,2%
Total	3 912	4 169	4 172	3 460	5 142	+48,6%

TYPLOGIE DES PROCÉDURES ET ÉVOLUTION

Entrées en vigueur à la fin d'année 2021, deux nouvelles procédures ont été créées par la loi du 31 mai 2021 afin de donner des outils supplémentaires aux entreprises éprouvant des difficultés conjoncturelles découlant de la crise sanitaire. Ces procédures ciblent uniquement les TPE. La Procédure de Traitement de Sortie de Crise (PTSC), procédure collective, s'adresse aux entreprises de moins de 20 salariés et ayant un passif inférieur à 3 millions d'euros.

De même, en prévention, le Mandat ad hoc de sortie de crise cible, cette fois, les entreprises de moins de 10 salariés avec un tarif particulièrement attractif (1 500€).

Ces deux procédures n'ont pas vocation à être pérennisées dans notre arsenal juridique : le mandat ad hoc de sortie de crise sera ouvert jusqu'en décembre 2022 et la PTSC jusqu'en mai 2023. À l'heure actuelle, ces procédures démarrent lentement (3 mandats ad hoc et 15 PTSC en 2021), mais on peut prévoir que leur nombre devrait augmenter en 2022.

Avec 761 procédures ouvertes en 2021 contre 784 en 2020, le nombre de sauvegardes poursuit sa baisse et recule de 2,9 % par rapport en 2021, baisse plus lente donc que les autres procédures collectives. Les sauvegardes représentent désormais 3 % d'entre elles. Rappelons qu'une entreprise peut bénéficier d'une procédure de sauvegarde plutôt que d'un redressement seulement si elle ne se trouve pas en état de cessation des paiements ce qui implique nécessairement une meilleure anticipation de difficultés à venir.

Les procédures de redressement judiciaire chutent plus nettement que les sauvegardes (-4,7% en 2021 par rapport à 2020), avec seulement 6 403 nouveaux RJ. On observe une baisse de -49% par rapport à 2019. Initialement autour de 27% des procédures collectives, les redressements judiciaires ne représentent plus que 23,6% des ouvertures de procédures collectives en 2021.

Les liquidations judiciaires directes sont également en baisse de 3,5% en 2021 par rapport à 2020 (- 38,9% par rapport à 2019) mais représentent près des trois-quarts des ouvertures de procédures collectives avec une hausse notable en fin d'année 2021 (+2,3% sur le dernier trimestre). Cette proportion de liquidations judiciaires directes est équivalente à celle observée en 2008 et 2009, lors de la crise des « subprimes ».

FOCUS SUR L'EMPLOI ET LA TYPOLOGIE DES ENTREPRISES CONCERNÉES

Si les défaillances sont en recul dans tous les types d'entreprises, quelle que soit leur taille, on observe tout de même que les plus importantes d'entre elles semblent encore mieux immunisées contre les défaillances. Ainsi, si la baisse observée des procédures concernant les TPE (moins de 10 salariés) est de 2,8% sur un an en 2021, alors qu'elle est de 18,6% pour les entreprises ayant entre 11 et 50 salariés et de 35% pour celles ayant plus de 50 salariés. Seule nuance à cette tendance générale, le volume d'ouvertures de procédures de sauvegarde a augmenté de 5,3% pour les TPE.

Dans ce contexte de baisse générale des ouvertures de procédures collectives, le nombre d'emplois concernés a lui aussi de nouveau chuté pour atteindre un chiffre d'à peine plus de 75 000 (-38,8% par rapport à 2020).

Autre élément notable : l'absence de grands groupes dans ces ouvertures de procédures collectives contrairement à 2020 où, malgré une chute très forte du nombre d'ouvertures de procédures, le nombre d'emplois concernés était équivalent à 2019 suite, notamment, aux procédures de Technicolor (sauvegarde, 17 000 emplois), La Halle (sauvegarde puis redressement judiciaire, 5 400 emplois, Camaïeu, Serare, Celio, Alinea... En 2021, nous ne pouvons citer que Flunch (sauvegarde, 4 900 emplois), Office Dépôt (redressement judiciaire, 1 600 emplois) ou Appart City (sauvegarde, 1 000 emplois) parmi les entreprises à effectifs très importants.

Point méthodologique : un certain nombre de dossiers antérieurs à 2021 ont un effectif inconnu. Nous avons donc réalisé une estimation afin que les ouvertures de 2020 et 2021 soient comparables.

LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES

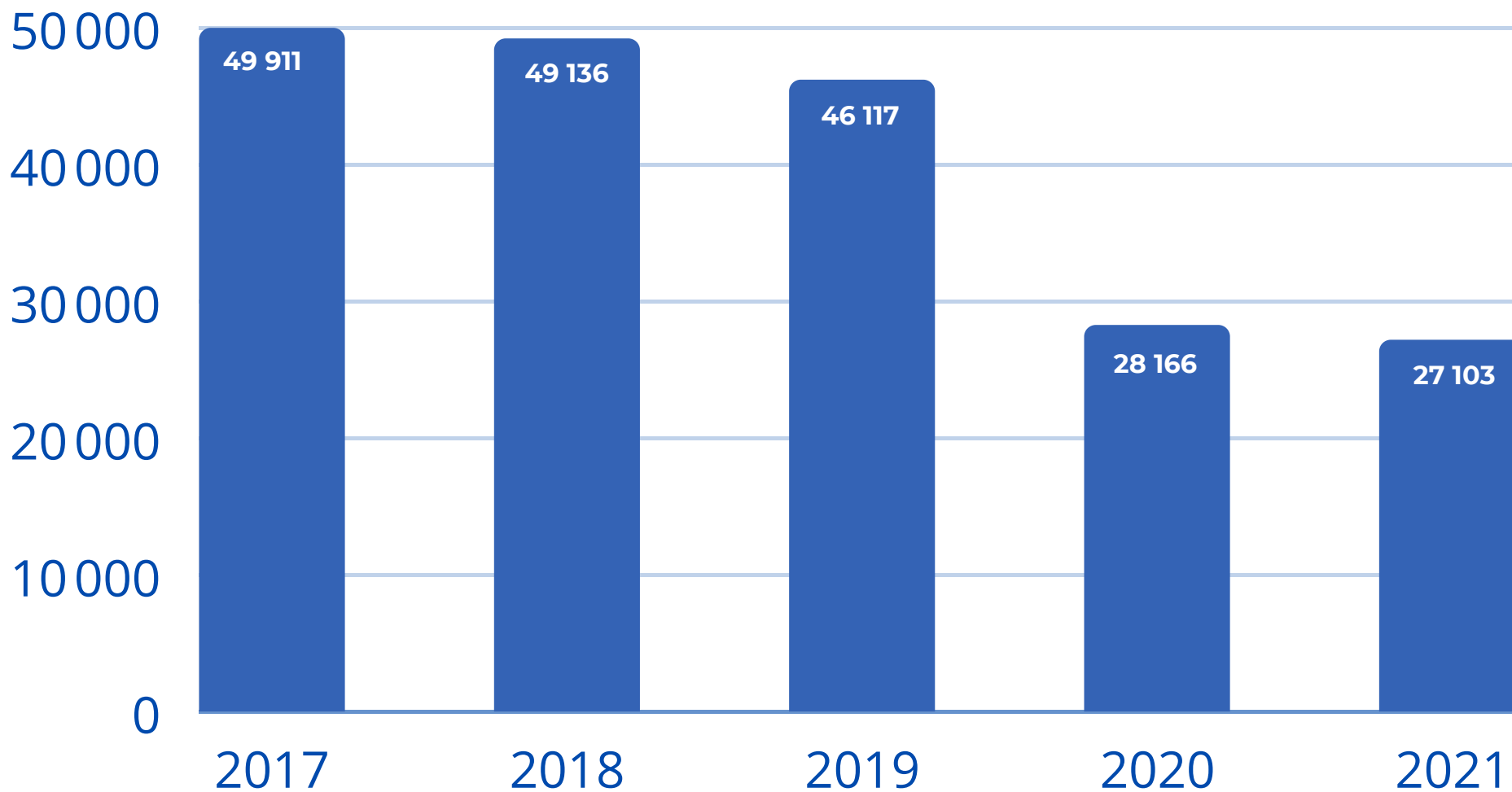
Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020	Moyenne sur 5 ans
Sauvegarde	1 141	1 004	927	784	761	-2,9%	923
Redressement judiciaire	13 022	13 144	12 549	6 718	6 403	-4,7%	10 367
Liquidation judiciaire directe	35 748	34 988	32 641	20 664	19 939	-3,5%	28 796
Total	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%	40 087

LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES

Répartition d'ouverture de procédures collectives par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020	Moyenne sur 5 ans
Sauvegarde	2,3%	2,0%	2,0%	2,8%	2,8%	+0,9%	2,4%
Redressement judiciaire	26,1%	26,8%	27,2%	23,9%	23,6%	-1,0%	25,5%
Liquidation judiciaire directe	71,6%	71,2%	70,8%	73,4%	73,6%	+0,3%	72,1%

LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES

Evolution des ouvertures de procédures collectives sur 5 ans (2017-2021)



LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif*	2020				2021				Evolution 2021/2020			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
Aucun salarié	287	3 414	13 642	17 343	318	3 447	14 342	18 107	+10,8%	+1,0%	+5,1%	+4,4%
Entre 1 et 10 salariés	300	2 121	5 500	7 921	309	2 185	5 245	7 739	+3,0%	+3,0%	-4,6%	-2,3%
Entre 11 et 50 salariés	125	656	323	1 104	90	539	317	946	-28,0%	-17,8%	-1,9%	-14,3%
Entre 51 et 200 salariés	30	121	27	178	25	79	22	126	-16,7%	-34,7%	-18,5%	-29,2%
Entre 201 et 1000 salariés	13	34	4	51	3	25	5	33	-76,9%	-26,5%	+25,0%	-35,3%
Plus de 1000 salariés	3	5	1	9	1	2	1	4	-66,7%	-60,0%	0,0%	-55,6%
Total	758	6 351	19 497	26 606	746	6 277	19 932	26 955	-1,6%	-1,2%	+2,2%	+1,3%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

LES OUVERTURES DE PROCÉDURES DE PRÉVENTION

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2020			2021			EVOLUTION 2021/2020		
	Conciliations	Mandats	Total	Conciliations	Mandats	Total	Conciliations	Mandats	Total
Aucun salarié	232	969	1 201	444	1 828	2 272	+91,4%	+88,6%	+89,2%
Entre 1 et 10 salariés	121	221	342	181	354	535	+49,6%	+60,2%	+56,4%
Entre 11 et 50 salariés	88	100	188	173	118	291	+96,6%	+18,0%	+54,8%
Entre 51 et 200 salariés	52	34	86	61	50	111	+17,3%	+47,1%	+29,1%
Entre 201 et 1000 salariés	27	25	52	28	13	41	+3,7%	-48,0%	-21,2%
Plus de 1000 salariés	22	11	33	11	7	18	-50,0%	-36,4%	-45,5%
Total	542	1 360	1 902	898	2 370	3 268	+65,7%	+74,3%	+71,8%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par tranche de CA*	2020				2021				Evolution 2021/2020			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
CA nul	186	2 932	9 421	12 539	83	1 230	3 923	5 236	-55,4%	-58,0%	-58,4%	-58,2%
Entre 1 et 1M€	344	2 148	7 949	10 441	352	1 964	6 714	9 030	+2,3%	-8,6%	-15,5%	-13,5%
Entre 1M€ et 5M€	135	605	447	1 187	100	439	283	822	-25,9%	-27,4%	-36,7%	-30,7%
Entre 5M€ et 20M€	58	158	44	260	21	90	23	134	-63,8%	-43,0%	-47,7%	-48,5%
Entre 20M€ et 100M€	15	60	14	89	10	32	21	63	-33,3%	-46,7%	+50,0%	-29,2%
Plus de 100M€	8	16	4	28	3	11	2	16	-62,5%	-31,3%	-50,0%	-42,9%
Total	746	5 919	17 879	24 544	569	3 766	10 966	15 301	-23,7%	-36,4%	-38,7%	-37,7%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

ANALYSE SECTORIELLE

Construction

Le secteur d'activité le plus concerné par l'ouverture de procédures collectives est celui de la construction avec près de 6 000 procédures en 2021 (22,1% des ouvertures). Ce chiffre est en hausse de 7,2% sur un an, tiré par la hausse des liquidations judiciaires directes du secteur.

Commerce

Avec plus de 5 800 ouvertures de procédures collectives en 2021, le secteur du commerce (de véhicules, de gros et de détail) représente 21,6% des ouvertures de cette année. Pour autant, ce secteur enregistre une baisse de 9,2% des ouvertures par rapport à 2020.

Hébergement et restauration

Le nombre de défaillances de ce secteur a chuté de 30,7% en 2021 par rapport à 2020 pour atteindre près de 2 700 procédures, c'est-à-dire 9,8% des ouvertures de cette année.

Activités spécialisées, scientifiques et techniques

Ce secteur enregistre une hausse de 12% du nombre d'ouverture de procédures collectives sur un an avec près de 2 100 procédures. Ainsi, il représente 7,7 % des ouvertures de cette année.

Industrie manufacturière

Le secteur de l'industrie représente 6,2% des ouvertures de procédures collectives en 2021. Avec près de 1 700 ouvertures cette année, le nombre de défaillances dans ce secteur est en baisse de 8,7% par rapport à 2020.

Point méthodologique : face au nombre important de dossiers 2020 pour lequel le secteur d'activité n'est pas connu, il nous est difficile d'effectuer une analyse pertinente de l'évolution par secteurs. Nous avons donc réalisé une estimation afin que les ouvertures de 2020 et 2021 soient comparables.

LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteurs d'activité*	2020				2021				Evolution 2021/2020			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
Activités de services administratifs et de soutien	8	135	434	577	32	267	1 063	1 362	+300,0%	+97,8%	+144,9%	+136,0%
Activités des ménages en tant qu'employeurs						1	1	2				
Activités extra-territoriales	1	5	1	7	1	19	63	83	0,0%	+280,0%	+6 200%	+1 085,7%
Activités financières et d'assurance	22	60	152	234	40	123	321	484	+81,8%	+105,0%	+111,2%	+106,8%
Activités immobilières	24	106	217	347	44	261	624	929	+83,3%	+146,2%	+187,6%	+167,7%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	29	158	507	694	58	327	1 400	1 785	+100,0%	+107,0%	+176,1%	+157,2%
Administration publique					1		1	2	+123,1%	+182,4%	+195,5%	+185,8%
Agriculture, sylviculture et pêche	13	136	132	281	29	384	390	803	+136,4%	+167,4%	+91,6%	+109,4%
Arts, spectacles et activités récréatives	11	46	166	223	26	123	318	467	+162,5%	+98,9%	+114,4%	+112,4%
Commerce	78	470	1 858	2 406	116	910	3 995	5 021	+48,7%	+93,6%	+115,0%	+108,7%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

À noter qu'un grand nombre de dossiers antérieurs à 2021 ont cette information manquante ce qui explique en grande partie les évolutions observées

LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteurs d'activité*	2020				2021				Evolution 2021/2020			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
Construction	14	476	1 598	2 088	60	1 175	3 908	5 143	+328,6%	+146,8%	+144,6%	+146,3%
Enseignement	10	51	133	194	7	64	277	348	-30,0%	+25,5%	+108,3%	+79,4%
Hébergement et restauration	29	368	1 036	1 433	62	489	1 731	2 282	+113,8%	+32,9%	+67,1%	+59,2%
Industries manufacturières	29	225	437	691	65	409	976	1 450	+124,1%	+81,8%	+123,3%	+109,8%
Industries extractives	0	0	2	2	0	2	1	3			-50,0%	+50,0%
Information et communication	9	67	202	278	14	118	547	679	+55,6%	+76,1%	+170,8%	+144,2%
Production et distribution d'eau, assainissement	2	7	23	32	2	15	36	53	0,0%	+114,3%	+56,5%	+65,6%
Production et distribution d'électricité, de gaz	0	0	3	3	1	9	13	23			+333,3%	+666,7%
Santé humaine et action sociale	2	51	74	127	17	105	178	300	+750,0%	+105,9%	+140,5%	+136,2%
Transports et entreposage	8	88	301	397	6	206	751	963	-25,0%	+134,1%	+149,5%	+142,6%
Total	297	2 537	7 679	10 513	602	5 182	17 458	23 242	+102,7%	+104,3%	+127,3%	+121,1%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

À noter qu'un grand nombre de dossiers antérieurs à 2021 ont cette information manquante ce qui explique en grande partie les évolutions observées

ANALYSE RÉGIONALE

La région la plus touchée, en volume, par des défaillances est l'Île-de-France, qui enregistre 5 700 ouvertures de procédures collectives cette année, soit une baisse de 11 % sur un an. Cette région représente toujours un peu plus d'une défaillance sur cinq. À noter une chute du nombre de sauvegardes de près de 29% en 2021.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur a vu l'ouverture de 2 967 procédures collectives en 2021 soit un niveau stable (+0,2%) par rapport à 2020. Les ouvertures de sauvegarde y chutent de 9% tandis que les liquidations judiciaires directes restent stables (-0,4%) contrairement aux redressements judiciaires, en hausse de 2,1% en 2021 par rapport à 2020.

Les défaillances en région Auvergne-Rhône-Alpes ont baissé de 7,6 % en 2021 pour s'établir à 2 955 ouvertures. Tous les types de procédures sont à la baisse (-6,8% pour les sauvegardes, -11,3% pour les redressements et -6,5% pour les liquidations judiciaires directes).

Le nombre de liquidations judiciaires directes en Nouvelle-Aquitaine a augmenté de 10% sur un an ce qui tire le nombre de défaillances d'entreprises vers le haut dans cette région (+9,4% par rapport à 2020) pour un total de 2 560 ouvertures de procédures collectives en 2021.

La situation s'est grandement détériorée dans la région Grand-Est. En effet, les ouvertures de procédures collectives se sont envolées en 2021, quel que soit leur type, avec une hausse de 15,2% par rapport à 2020 ce qui porte le total à 2 360. La plus forte hausse concerne les liquidations judiciaires directes qui augmentent de plus de 16% sur un an (+12,8% pour les redressements judiciaires et +6,5% pour les sauvegardes).

Dans les DOM, la situation est également très contrastée. Les défaillances d'entreprises sont en hausse de 10,7 % en 2021 par rapport à 2020 pour pratiquement atteindre les 1 000 ouvertures annuelles. Toutefois, cette hausse est principalement due à la forte augmentation des ouvertures de procédures collectives à La Réunion (+23,7 % sur un an) et, dans une moindre mesure, en Guadeloupe (+ 2%). Cette dernière hausse est compensée par la baisse observée en Martinique (-4,7 %). Nous notons également que les défaillances ont baissé de 4,7% en Guyane et plus que doublé à Mayotte (+120 %) mais les volumes liés étant très faibles, cela n'a pas de véritable incidence sur la globalité des chiffres des DOM.

LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES PAR RÉGION (FRANCE MÉTROPOLITAINE)

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par région*	2020				2021				Evolution 2021/2020			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	117	727	2 354	3 198	109	645	2 201	2 955	-6,8%	-11,3%	-6,5%	-7,6%
Bourgogne-Franche-Comté	28	277	829	1 134	32	230	690	952	+14,3%	-17,0%	-16,8%	-16,0%
Bretagne	22	205	699	926	28	241	763	1032	+27,3%	+17,6%	+9,2%	+11,4%
Centre-Val de Loire	38	218	686	942	29	217	659	905	-23,7%	-0,5%	-3,9%	-3,9%
Corse	5	64	150	219	1	33	122	156	-80,0%	-48,4%	-18,7%	-28,8%
Grand-Est	62	452	1 533	2 047	66	510	1 782	2 358	+6,5%	+12,8%	+16,2%	+15,2%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES PAR RÉGIONS (FRANCE MÉTROPOLITAINE)

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par région*	2020				2021				Evolution 2021/2020			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
Hauts-de-France	43	541	1 664	2 248	49	478	1 576	2 103	+14,0%	-11,6%	-5,3%	-6,5%
Ile-de-France	128	1 037	5 259	6 424	91	987	4 638	5 716	-28,9%	-4,8%	-11,8%	-11,0%
Normandie	31	283	874	1 188	35	261	765	1 061	+12,9%	-7,8%	-12,5%	-10,7%
Nouvelle-Aquitaine	93	670	1 686	2 449	98	606	1 855	2 559	+5,4%	-9,6%	+10,0%	+4,5%
Occitanie	49	652	1 607	2 308	52	501	1 538	2 091	+6,1%	-23,2%	-4,3%	-9,4%
Pays de la Loire	34	258	819	1 111	30	272	897	1 199	-11,8%	+5,4%	+9,5%	+7,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	89	1 018	1 855	2 962	81	1 039	1 847	2 967	-9,0%	+2,1%	-0,4%	+0,2%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

LES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES PAR RÉGION (OUTRE-MER)

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par région*	2020				2021				Evolution 2021/2020			
	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total	Sauv	RJ	LJD	Total
Guadeloupe	9	63	125	197	7	51	143	201	-22,2%	-19,0%	+14,4%	+2,0%
Guyane	1	17	25	43	1	17	23	41	0,0%	0,0%	-8,0%	-4,7%
La Réunion	28	126	263	417	38	191	287	516	+35,7%	+51,6%	+9,1%	+23,7%
Martinique	3	74	159	236	6	97	122	225	+100,0%	+31,1%	-23,3%	-4,7%
Mayotte	0	2	3	5	0	6	5	11		+200,0%	+66,7%	+120,0%
Nouvelle-Calédonie	2	8	1	11	7	11	0	18	+250,0%	+37,5%	-100,0%	+63,6%
St-Pierre-et-Miquelon	0	0	3	3	0	0	9	9			+200,0%	+200,0%
Total	782	6 692	20 594	28 068	760	6 393	19 922	27 075	-2,8%	-4,5%	-3,3%	-3,5%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Auvergne-Rhône-Alpes	5 735	5 701	5 430	3 198	2 955	-7,6%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	3 418	3 289	3 305	1 960	1 950	-0,5%
Entre 1 et 10 salariés	1 724	1 681	1 609	935	873	-6,6%
Entre 11 et 50 salariés	220	215	235	154	107	-30,5%
Entre 51 et 200 salariés	28	23	26	19	21	+10,5%
Entre 201 et 1 000 salariés	3	5	7	7	1	-85,7%
Plus de 1 000 salariés	1	0	1	0	0	-
Total	5 394	5 213	5 183	3 075	2 952	-4,0%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par département	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Ain (01)	373	348	409	242	230	-5,0%
Allier (03)	196	216	185	112	112	0,0%
Ardèche (07)	163	207	155	94	123	+30,9%
Cantal (15)	93	91	81	44	36	-18,2%
Drôme (26)	381	393	337	188	204	+8,5%
Isère (38)	1 031	951	976	546	523	-4,2%
Loire (42)	611	595	559	319	318	-0,3%
Haute-Loire (43)	142	135	108	35	4	-88,6%
Puy-de-Dôme (63)	389	402	386	204	156	-23,5%
Rhône (69)	1 591	1 464	1 256	876	694	-20,8%
Savoie (73)	422	364	438	260	252	-3,1%
Haute-Savoie (74)	343	535	540	278	303	+9,0%
Total région	5 735	5 701	5 430	3 198	2 955	-7,6%

AUVERGNE - RHÔNE - ALPES

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	255	211	89	29	128
Activités extra-territoriale	2	0	1	2	0
Activités financières et d'assurances	102	103	52	20	61
Activités immobilières	148	120	72	26	112
Activités spécialisées, scientifiques	322	325	123	60	196
Administration publique	0	0	0	0	1
Agriculture, sylviculture et pêche	58	60	44	22	61
Arts, spectacles et activités récréatives	69	91	41	23	62
Autres activités de services	250	205	87	43	93
Commerce; réparation de véhicules	1 070	983	477	171	566
Construction	1 091	1 009	468	111	562
Enseignement	78	75	48	8	36
Hébergement et restauration	682	681	313	119	225
Industrie manufacturière	387	349	163	63	173
Information et communication	112	94	44	23	50
Production et distribution d'eau	9	9	5	2	3
Production et distribution d'électricité	1	3	2	1	4
Santé humaine et action sociales	84	71	31	10	25
Transports et entreposage	180	164	66	18	73
Secteur non renseigné	835	1 148	3 304	2 447	524
Total région	5 735	5 701	5 430	3 198	2 955

BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Bourgogne-Franche-Comté	1 832	1 729	1 808	1 134	952	-16,0%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	1 151	1 084	1 179	777	624	-19,7%
Entre 1 et 10 salariés	618	544	485	285	281	-1,4%
Entre 11 et 50 salariés	51	54	70	29	35	+20,7%
Entre 51 et 200 salariés	6	3	12	7	5	-28,6%
Entre 201 et 1 000 salariés	1	2	1	3	0	-100,0%
Total	1 827	1 687	1 747	1 101	945	-14,2%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par département	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Côte-d'Or (21)	341	338	355	213	172	-19,2%
Doubs (25)	349	285	310	164	205	+25,0%
Jura (39)	138	163	151	123	91	-26,0%
Nièvre (58)	116	153	131	72	12	-83,3%
Haute-Saône (70)	146	129	116	66	60	-9,1%
Saône-et-Loire (71)	426	380	375	205	231	+12,7%
Yonne (89)	223	195	259	207	134	-35,3%
Territoire de Belfort (90)	93	86	111	84	47	-44,0%
Total région	1 832	1 729	1 808	1 134	952	-16,0%

BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	44	35	42	21	31
Activités extra-territoriale	0	0	1	0	0
Activités financières et d'assurances	15	20	17	13	19
Activités immobilières	64	41	39	14	34
Activités spécialisées, scientifiques	73	64	56	20	40
Agriculture, sylviculture et pêche	49	47	45	21	30
Arts, spectacles et activités récréatives	26	28	22	13	14
Autres activités de services	72	79	49	28	40
Commerce; réparation de véhicules	370	371	268	131	187
Construction	281	239	220	91	151
Enseignement	14	18	16	5	6
Hébergement et restauration	269	183	172	76	91
Industrie manufacturière	133	117	101	47	68
Information et communication	26	17	14	5	19
Production et distribution d'eau	1	6	4	2	3
Production et distribution d'électricité	0	1	0	1	1
Santé humaine et action sociale	15	11	15	4	7
Transports et entreposage	37	35	33	18	16
Secteur non renseigné	343	417	694	624	195
Total région	1 832	1 729	1 808	1 134	952

BRETAGNE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Bretagne	1 706	1 472	1 460	926	1 032	+11,4%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	1 011	818	829	517	686	+32,7%
Entre 1 et 10 salariés	600	525	499	319	310	-2,8%
Entre 11 et 50 salariés	54	66	68	35	31	-11,4%
Entre 51 et 200 salariés	8	17	11	5	3	-40,0%
Entre 201 et 1 000 salariés	1	2	2	1	1	0,0%
Plus de 1 000 salariés	0	1	0	0	0	-
Total	1 674	1 429	1 409	877	1 031	+17,6%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par département	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Côte-d'Armor (22)	299	200	177	99	219	+121,2%
Finistère (29)	518	514	509	382	264	-30,9%
Ille-et-Vilaine (35)	535	446	451	252	302	+19,8%
Morbihan (56)	354	312	323	193	247	+28,0%
Total région	1 706	1 472	1 460	926	1 032	+11,4%

BRETAGNE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	44	43	29	22	47
Activités financières et d'assurance	31	43	29	8	30
Activités immobilières	73	64	36	19	37
Activités spécialisées, scientifiques	98	81	65	23	64
Agriculture, sylviculture et pêche	85	74	50	29	89
Arts, spectacles et activités récréatives	35	19	25	10	14
Autres activités de services	75	74	36	27	49
Commerce; réparation de véhicules	402	300	220	90	189
Construction	269	219	188	67	175
Enseignement	26	21	22	11	18
Hébergement et restauration	217	182	120	47	101
Industrie manufacturière	126	102	66	28	79
Information et communication	44	29	20	7	25
Production et distribution d'eau	3	2	3	1	3
Production et distribution d'électricité	0	1	1	1	1
Santé humaine et action sociales	20	16	14	6	17
Transports et entreposage	33	28	24	9	25
Secteur non renseigné	125	174	512	521	69
Total région	1 706	1 472	1 460	926	1 032

CENTRE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Centre	1 680	1 697	1 621	942	905	-3,9%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	1 072	1 030	1 006	601	559	-7,0%
Entre 1 et 10 salariés	535	565	555	300	302	+0,7%
Entre 11 et 50 salariés	56	81	52	34	40	+17,6%
Entre 51 et 200 salariés	8	8	7	4	3	-25,0%
Entre 201 et 1 000 salariés	1	4	0	3	1	-66,7%
Total	1 672	1 688	1 620	942	905	-3,9%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par département	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Cher (18)	220	180	197	116	107	-7,8%
Eure-et-Loir (28)	334	312	338	186	94	-49,5%
Indre (36)	140	175	103	61	75	+23,0%
Indre-et-Loire (37)	338	385	326	191	250	+30,9%
Loir-et-Cher (41)	246	237	218	129	127	-1,6%
Loiret (45)	402	408	439	259	252	-2,7%
Total région	1 680	1 697	1 621	942	905	-3,9%

CENTRE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	61	69	59	45	42
Activités extra-territoriale	0	1	0	0	0
Activités financières et d'assurances	24	36	26	16	20
Activités immobilières	68	52	55	35	30
Activités spécialisées, scientifiques	89	88	92	53	50
Administration publique	74	68	43	34	59
Agriculture, sylviculture et pêche	30	30	39	17	17
Arts, spectacles et activités récréatives	91	75	69	50	34
Autres activités de services	384	392	364	213	196
Commerce; réparation de véhicules	365	362	336	187	177
Construction	26	34	44	28	12
Enseignement	217	250	235	110	94
Hébergement et restauration	117	105	120	60	66
Industrie manufacturière	0	0	0	1	0
Information et communication	37	29	22	14	25
Production et distribution d'eau	4	3	4	1	0
Production et distribution d'électricité	0	1	0	0	1
Santé humaine et action sociales	34	36	31	8	8
Transports et entreposage	47	55	52	27	25
Secteur non renseigné	12	11	30	43	49
Total région	1 680	1 697	1 621	942	905

CORSE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Corse	162	235	279	219	156	-28,8%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	56	89	135	96	116	+20,8%
Entre 1 et 10 salariés	54	52	74	55	36	-34,5%
Entre 11 et 50 salariés	3	9	9	7	4	-42,9%
Entre 51 et 200 salariés	1	3	0	0	0	-
Entre 201 et 1 000 salariés	1	0	0	0	0	-
Total	115	153	218	158	156	-1,3%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

CORSE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	6	16	16	5	7
Activités financières et d'assurances	3	4	5	8	1
Activités immobilières	9	2	10	6	10
Activités spécialisées, scientifiques	10	7	10	10	17
Agriculture, sylviculture et pêche	1	2	2	2	2
Arts, spectacles et activités récréatives	2	4	6	8	4
Autres activités de services	4	6	11	7	5
Commerce; réparation de véhicules	35	46	49	47	30
Construction	46	62	54	44	31
Enseignement	1	0	4	1	1
Hébergement et restauration	29	46	50	49	23
Industrie manufacturière	9	13	25	15	6
Information et communication	0	2	0	0	1
Production et distribution d'eau	1	2	4	3	1
Production et distribution d'électricité	0	1	0	1	0
Santé humaine et action sociales	3	4	8	4	4
Transports et entreposage	0	6	3	2	2
Secteur non renseigné	3	12	22	7	11
Total région	162	235	279	219	156

GRAND-EST

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Grand-Est	3 680	3 685	3 641	2 047	2 358	+15,2%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	2 135	2 058	2 104	1 226	1 724	+40,6%
Entre 1 et 10 salariés	1 278	1 188	1 100	614	528	-14,0%
Entre 11 et 50 salariés	147	164	128	49	54	10,2%
Entre 51 et 200 salariés	24	26	18	6	5	-16,7%
Entre 201 et 1 000 salariés	3	2	0	0	1	-
Plus de 1 000 salariés	1	0	0	0	0	-
Total	3 588	3 438	3 350	1 895	2 312	+22,0%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

GRAND-EST

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par département	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Ardennes (08)	129	207	189	104	105	+1,0%
Aube (10)	163	224	193	93	125	+34,4%
Marne (51)	340	384	377	257	194	-24,5%
Haute-Marne (52)	104	92	86	48	48	0,0%
Meurthe-et-Moselle (54)	468	417	458	193	196	+1,6%
Meuse (55)	84	101	115	63	69	+9,5%
Moselle (57)	622	587	641	372	592	+59,1%
Bas-Rhin (67)	931	892	800	500	531	+6,2%
Haut-Rhin (67)	574	503	528	293	389	+32,8%
Vosges (88)	265	278	254	124	109	-12,1%
Total région	3 680	3 685	3 641	2 047	2 358	+15,2%

GRAND-EST

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	115	130	113	66	82
Activités des ménages en tant qu'employeurs	0	0	0	0	1
Activités extra-territoriale	0	0	0	0	83
Activités financières et d'assurances	79	74	50	26	20
Activités immobilières	144	131	111	59	73
Activités spécialisées, scientifiques	207	180	139	72	117
Administration publique	0	1	0	0	0
Agriculture, sylviculture et pêche	86	75	61	29	46
Arts, spectacles et activités récréatives	54	49	41	26	26
Autres activités de services	195	196	151	65	87
Commerce, réparation de véhicules	799	810	703	361	375
Construction	752	703	576	261	327
Enseignement	50	57	45	21	30
Hébergement et restauration	477	494	436	176	154
Industrie manufacturière	296	279	197	88	129
Industries extractives	2	2	0	1	0
Information et communication	60	45	39	30	33
Production et distribution d'eau	6	9	8	6	4
Production et distribution d'électricité	1	1	3	0	1
Santé humaine et action sociale	54	32	37	15	23
Transports et entreposage	113	91	106	42	53
Secteur non renseigné	190	326	825	703	694
Total région	3 680	3 685	3 641	2 047	2 358

38.

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

GUADELOUPE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Guadeloupe	337	349	276	197	201	+2,0%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	150	192	141	86	104	+20,9%
Entre 1 et 10 salariés	151	133	113	85	82	-3,5%
Entre 11 et 50 salariés	26	13	14	14	7	-50,0%
Entre 51 et 200 salariés	3	4	2	3	0	-100,0%
Total	330	342	270	188	193	+2,7%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

GUADELOUPE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	23	9	4	1	8
Activités financières et d'assurances	5	1	1	0	1
Activités immobilières	3	1	0	0	1
Activités spécialisées, scientifiques	12	4	0	0	10
Agriculture, sylviculture et pêche	3	1	2	0	0
Arts, spectacles et activités récréatives	7	2	0	0	2
Autres activités de services	18	7	3	0	9
Commerce; réparation de véhicules	50	25	6	3	29
Construction	25	15	10	0	27
Enseignement	6	1	0	0	4
Hébergement et restauration	17	13	4	0	12
Industrie manufacturière	16	13	5	0	10
Information et communication	3	0	0	0	4
Production et distribution d'eau	0	0	0	0	1
Production et distribution d'électricité	1	0	0	0	0
Santé humaine et action sociale	17	4	2	1	3
Transports et entreposage	3	7	3	0	5
Secteur non renseigné	128	246	236	192	75
Total région	337	349	276	197	201

GUYANE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Guyane	68	98	89	43	41	-4,7%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	1	2	3	1	26	+2500,0%
Entre 1 et 10 salariés	26	31	36	9	12	+33,3%
Entre 11 et 50 salariés	6	4	4	8	2	-75,0%
Entre 51 et 200 salariés	0	1	2	1	0	-100,0%
Total	33	38	45	19	40	+110,5%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

GUYANE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	7	9	8	4	1
Activités extra-territoriale	0	1	0	0	0
Activités financières et d'assurances	0	2	6	0	0
Activités immobilières	0	0	0	2	1
Activités spécialisées, scientifiques	3	5	6	0	1
Agriculture, sylviculture et pêche	1	0	2	1	0
Arts, spectacles et activités récréatives	1	0	1	1	1
Autres activités de services	3	6	4	1	3
Commerce; réparation de véhicules	10	15	8	8	5
Construction	10	28	8	6	5
Enseignement	3	4	1	1	0
Hébergement et restauration	9	6	9	2	5
Industrie manufacturière	7	7	15	5	7
Information et communication	1	2	2	0	0
Production et distribution d'eau	3	0	1	0	1
Production et distribution d'électricité	0	0	0	2	0
Santé humaine et action sociales	3	3	4	4	0
Transports et entreposage	2	4	3	2	0
Secteur non renseigné	5	6	11	4	11
Total région	68	98	89	43	41

HAUTS-DE-FRANCE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Hauts-de-France	3 785	3 764	3 571	2 248	2 103	-6,5%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	2 059	2 086	1 968	1 339	1 280	-4,4%
Entre 1 et 10 salariés	1 428	1 330	1 204	682	710	+4,1%
Entre 11 et 50 salariés	182	177	145	100	94	-6,0%
Entre 51 et 200 salariés	21	24	19	14	13	-7,1%
Entre 201 et 1 000 salariés	3	1	5	4	2	-50,0%
Plus de 1 000 salariés	0	1	0	1	2	+100,0%
Total	3 693	3 619	3 341	2 140	2 101	-1,8%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par département	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aisne (02)	323	320	280	190	180	-5,3%
Nord (59)	1 887	1 888	1 802	1 058	1 044	-1,3%
Oise (60)	521	446	495	329	272	-17,3%
Pas-de-Calais (62)	850	889	740	468	463	-1,1%
Somme (80)	204	221	254	203	144	-29,1%
Total région	3 785	3 764	3 571	2 248	2 103	-6,5%

HAUTS-DE-FRANCE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	120	119	64	20	96
Activités financières et d'assurances	71	46	31	17	37
Activités immobilières	83	71	59	7	63
Activités spécialisées, scientifiques	175	165	92	20	124
Administration publique	39	35	19	7	29
Agriculture, sylviculture et pêche	66	52	29	5	32
Arts, spectacles et activités récréatives	190	158	105	25	104
Autres activités de services	871	723	381	99	449
Commerce; réparation de véhicules	610	622	313	68	418
Construction	59	51	37	2	32
Enseignement	488	377	227	53	181
Hébergement et restauration	251	194	103	36	122
Industrie manufacturière	1	0	1	0	0
Information et communication	60	54	28	4	38
Production et distribution d'eau	12	4	2	1	9
Production et distribution d'électricité	1	0	1	0	0
Santé humaine et action sociales	48	41	34	10	30
Transports et entreposage	109	102	51	16	69
Secteur non renseigné	531	950	1 994	1 858	270
Total région	3 785	3 764	3 571	2 248	2 103

ILE-DE-FRANCE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Ile-de-France	11 182	11 295	10 051	6 424	5 716	-11,0%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	7 516	7 551	6 407	4 053	3 823	-5,7%
Entre 1 et 10 salariés	2 992	2 757	2 488	1 606	1 579	-1,7%
Entre 11 et 50 salariés	436	391	372	313	227	-27,5%
Entre 51 et 200 salariés	58	64	53	59	36	-39,0%
Entre 201 et 1 000 salariés	16	13	15	18	15	-16,7%
Plus de 1 000 salariés	1	4	1	5	1	-80,0%
Total	11 019	10 780	9 336	6 054	5 681	-6,2%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

ILE - DE - FRANCE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par département	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Paris (75)	3 542	3 117	2 752	1 962	1 855	-5,5%
Seine-et-Marne (77)	951	1 105	1 052	577	707	+22,5%
Yvelines (78)	955	919	706	457	294	-35,7%
Essonne (91)	791	878	814	574	425	-26,0%
Hauts-de-Seine (92)	962	1 104	1 019	603	484	-19,7%
Seine-Saint-Denis (93)	2 251	2 269	1 895	1 090	843	-22,7%
Val-de-Marne (94)	867	954	927	580	445	-23,3%
Val-d'Oise (95)	863	949	886	581	663	+14,1%
Total région	11 182	11 295	10 051	6 424	5 716	-11,0%

ILE-DE-FRANCE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	550	561	370	169	346
Activités extra-territoriale	2	2	2	2	0
Activités financières et d'assurances	144	167	91	49	97
Activités immobilières	192	172	91	45	164
Activités spécialisées, scientifiques	840	787	456	196	540
Administration publique	19	15	8	3	17
Agriculture, sylviculture et pêche	147	121	70	30	85
Arts, spectacles et activités récréatives	393	415	212	90	219
Autres activités de services	1 856	1 754	1 067	460	967
Commerce; réparation de véhicules	2 562	2 399	1 319	502	1 088
Construction	126	151	99	49	90
Enseignement	874	832	459	233	412
Hébergement et restauration	481	435	207	97	195
Industrie manufacturière	1	0	0	0	0
Information et communication	473	439	240	109	260
Production et distribution d'eau	14	12	11	9	9
Production et distribution d'électricité	3	7	0	0	2
Santé humaine et action sociales	114	111	63	9	32
Transports et entreposage	570	705	425	162	419
Secteur non renseigné	1 821	2 210	4 861	4 210	774
Total région	11 182	11 295	10 051	6 424	5 716

LA RÉUNION

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
La Réunion	731	1 121	791	417	516	+23,7%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	426	838	552	241	339	+40,7%
Entre 1 et 10 salariés	247	230	201	149	137	-8,1%
Entre 11 et 50 salariés	45	48	30	22	24	+9,1%
Entre 51 et 200 salariés	7	3	5	5	3	-40,0%
Entre 201 et 1 000 salariés	1	0	0	0	0	-
Total	726	1 119	788	417	503	+20,6%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

LA RÉUNION

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	25	225	75	6	123
Activités financières et d'assurances	11	10	3	0	4
Activités immobilières	15	13	12	4	6
Activités spécialisées, scientifiques	29	17	25	8	14
Administration publique	6	15	7	2	8
Agriculture, sylviculture et pêche	8	13	8	3	10
Arts, spectacles et activités récréatives	33	47	17	5	10
Autres activités de services	148	59	61	41	64
Commerce; réparation de véhicules	192	159	95	46	128
Construction	20	17	2	2	10
Enseignement	72	38	32	15	30
Hébergement et restauration	54	39	28	13	28
Industrie manufacturière	0	1	0	0	0
Information et communication	5	6	7	4	3
Production et distribution d'eau	4	1	1	2	7
Production et distribution d'électricité	2	3	16	0	0
Santé humaine et action sociales	14	9	9	3	19
Transports et entreposage	20	20	12	3	8
Secteur non renseigné	73	429	381	260	44
Total région	731	1 121	791	417	516

MARTINIQUE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Martinique	360	356	385	236	225	-4,7%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	91	122	135	96	134	+39,6%
Entre 1 et 10 salariés	104	113	126	61	73	+19,7%
Entre 11 et 50 salariés	41	25	19	13	11	-15,4%
Entre 51 et 200 salariés	7	4	4	4	3	-25,0%
Entre 201 et 1 000 salariés	2	1	0	1	0	-100,0%
Total	245	265	284	175	221	+26,3%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

MARTINIQUE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	26	12	16	9	11
Activités financières et d'assurances	8	2	2	1	8
Activités immobilières	9	7	7	0	2
Activités spécialisées, scientifiques	20	9	11	7	8
Agriculture, sylviculture et pêche	7	8	5	0	1
Arts, spectacles et activités récréatives	6	7	3	1	2
Autres activités de services	22	20	6	6	16
Commerce; réparation de véhicules	36	42	29	25	28
Construction	46	50	46	10	41
Enseignement	5	6	1	3	3
Hébergement et restauration	26	11	11	8	13
Industrie manufacturière	30	17	20	8	13
Information et communication	10	1	5	5	4
Production et distribution d'eau	5	2	1	0	0
Production et distribution d'électricité	0	0	0	0	1
Santé humaine et action sociales	7	6	10	3	12
Transports et entreposage	10	9	6	5	11
Secteur non renseigné	87	147	206	145	51
Total région	360	356	385	236	225

MAYOTTE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Mayotte	7	8	5	5	11	+120,0%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	3	2	3	4	7	+75,0%
Entre 1 et 10 salariés	4	5	1	1	1	0,0%
Entre 11 et 50 salariés	0	0	1	0	1	-
Entre 51 et 200 salariés	0	1	0	0	1	-
Total	7	8	5	5	10	+100,0%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

MAYOTTE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	1	1	1	0	1
Activités financières et d'assurances	0	0	0	0	1
Activités spécialisées, scientifiques	0	3	0	0	0
Agriculture, sylviculture et pêche	0	1	0	1	0
Arts, spectacles et activités récréatives	0	1	0	0	0
Commerce; réparation de véhicules	1	0	0	1	2
Construction	0	1	1	0	3
Enseignement	1	0	0	1	1
Hébergement et restauration	1	0	1	0	0
Industrie manufacturière	3	0	0	0	1
Santé humaine et action sociales	0	0	0	0	1
Transports et entreposage	0	1	1	2	0
Secteur non renseigné	0	0	1	0	1
Total région	7	8	5	5	11

NORMANDIE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Normandie	2 006	2 146	1 903	1 188	1 061	-10,7%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	1 165	1 272	1 219	777	691	-11,1%
Entre 1 et 10 salariés	676	732	581	352	311	-11,6%
Entre 11 et 50 salariés	76	101	87	52	46	-11,5%
Entre 51 et 200 salariés	13	14	10	6	5	-16,7%
Entre 201 et 1 000 salariés	1	2	3	-	4	-
Total	1 931	2 121	1 900	1 187	1 057	-11,0%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par département	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Calvados (14)	466	496	489	251	206	-17,9%
Eure (27)	461	446	333	240	191	-20,4%
Manche (50)	195	270	202	149	186	+24,8%
Orne (61)	111	150	124	114	94	-17,5%
Seine-Maritime (76)	773	784	755	434	384	-11,5%
Total région	2 006	2 146	1 903	1 188	1 061	-10,7%

NORMANDIE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	63	77	41	20	25
Activités financières et d'assurances	35	37	27	12	24
Activités immobilières	51	66	33	17	38
Activités spécialisées, scientifiques	100	112	68	29	62
Agriculture, sylviculture et pêche	56	54	27	20	67
Arts, spectacles et activités récréatives	38	37	29	16	27
Autres activités de services	96	96	70	18	34
Commerce; réparation de véhicules	450	401	278	116	183
Construction	403	437	212	91	179
Enseignement	29	39	16	11	18
Hébergement et restauration	294	316	192	74	98
Industrie manufacturière	119	129	75	48	73
Industries extractives	1				
Information et communication	35	29	23	16	22
Production et distribution d'eau	6	5	2	2	2
Production et distribution d'électricité		1			1
Santé humaine et action sociales	29	26	18	6	9
Transports et entreposage	66	63	37	17	33
Secteur non renseigné	135	221	755	675	166
Total région	2 006	2 146	1 903	1 188	1 061

NOUVELLE AQUITAINE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Nouvelle-Aquitaine	4 134	4 161	4 067	2 449	2 559	+4,5%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	2 517	2 553	2 509	1 605	1 695	+5,6%
Entre 1 et 10 salariés	1 446	1 417	1 381	740	780	+5,4%
Entre 11 et 50 salariés	153	170	150	81	74	-8,6%
Entre 51 et 200 salariés	10	16	20	17	7	-58,8%
Entre 201 et 1 000 salariés	1	2	2	4	2	-50,0%
Total	4 127	4 158	4 062	2 447	2 558	+4,5%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

NOUVELLE AQUITAINE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par département	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Charente (16)	251	227	190	122	149	+22,1%
Charente-Maritime (17)	439	479	412	247	273	+10,5%
Corrèze (19)	172	180	186	90	101	+12,2%
Creuse (23)	47	57	73	45	30	-33,3%
Dordogne (24)	319	299	277	148	164	+10,8%
Gironde (33)	1 246	1 205	1 306	796	826	+3,8%
Landes (40)	297	295	261	155	160	+3,2%
Lot-et-Garonne (47)	226	239	241	138	145	+5,1%
Pyrénées-Atlantiques (64)	508	476	462	318	282	-11,3%
Deux-Sèvres (79)	192	186	170	134	126	-6,0%
Vienne (86)	239	265	237	100	149	+49,0%
Haute-Vienne (87)	198	253	252	156	154	-1,3%
Total région	4 134	4 161	4 067	2 449	2 559	+4,5%

NOUVELLE AQUITAINE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	142	133	60	9	112
Activités extra-territoriale	0	0	1	0	0
Activités financières et d'assurances	65	58	29	2	56
Activités immobilières	132	71	29	6	99
Activités spécialisées, scientifiques	199	169	69	10	144
Agriculture, sylviculture et pêche	149	131	61	23	188
Arts, spectacles et activités récréatives	61	47	19	3	48
Autres activités de services	156	138	59	16	98
Commerce; réparation de véhicules	836	701	234	39	508
Construction	736	575	250	27	478
Enseignement	50	42	15	3	34
Hébergement et restauration	560	493	149	28	204
Industrie manufacturière	282	249	97	17	151
Industries extractives	1	0	2	0	0
Information et communication	73	56	15	4	41
Production et distribution d'eau	8	6	1	1	2
Production et distribution d'électricité	3	1	2	0	2
Santé humaine et action sociales	68	53	22	3	27
Transports et entreposage	75	66	32	4	40
Secteur non renseigné	538	1 172	2 921	2 254	327
Total région	4 134	4 161	4 067	2 449	2 559

OCCITANIE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Occitanie	4 298	4 378	4 074	2 308	2 091	-9,4%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	2 535	2 529	2 258	1 399	1 387	-0,9%
Entre 1 et 10 salariés	1 433	1 323	1 215	612	619	+1,1%
Entre 11 et 50 salariés	143	155	172	52	65	+25,0%
Entre 51 et 200 salariés	15	10	15	9	9	0,0%
Entre 201 et 1 000 salariés	3	5	2	6	5	-16,7%
Plus de 1 000 salariés	0	0	3	1	1	0,0%
Total	4 129	4 022	3 665	2 079	2 086	+0,3%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

OCCITANIE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par département	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Ariège (09)	110	112	89	66	54	-18,2%
Aude (11)	318	269	246	157	110	-29,9%
Aveyron (12)	82	90	104	63	64	+1,6%
Gard (30)	592	539	568	290	289	-0,3%
Haute-Garonne (31)	1 041	919	872	467	440	-5,8%
Gers (32)	131	125	106	77	76	-1,3%
Hérault (34)	763	987	966	584	586	+0,3%
Lot (46)	107	110	75	40	42	+5,0%
Lozère (48)	31	39	24	21	20	-4,8%
Hautes-Pyrénées (65)	162	186	127	88	91	+3,4%
Pyrénées-Orientales (66)	455	512	452	244	145	-40,6%
Tarn (81)	270	251	234	125	76	-39,2%
Tarn-et-Garonne (82)	236	239	211	86	98	+14,0%
Total région	4 298	4 378	4 074	2 308	2 091	-9,4%

OCCITANIE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	164	160	91	38	95
Activités extra-territoriale	2	0	3	2	0
Activités financières et d'assurances	62	51	43	18	32
Activités immobilières	148	139	57	45	88
Activités spécialisées, scientifiques	191	221	127	49	134
Administration publique	0	1	0	0	1
Agriculture, sylviculture et pêche	134	90	71	17	77
Arts, spectacles et activités récréatives	81	60	50	24	43
Autres activités de services	175	171	83	40	101
Commerce; réparation de véhicules	899	861	535	197	440
Construction	831	752	473	191	463
Enseignement	61	64	38	21	9
Hébergement et restauration	625	576	333	153	214
Industrie manufacturière	257	204	149	53	112
Industries extractives	1	2	1	0	0
Information et communication	70	73	44	16	54
Production et distribution d'eau	5	10	2	1	1
Production et distribution d'électricité	1	3	3	0	4
Santé humaine et action sociales	77	65	32	14	37
Transports et entreposage	86	84	53	26	50
Secteur non renseigné	428	791	1 886	1 403	136
Total région	4 298	4 378	4 074	2 308	2 091

PAYS DE LA LOIRE

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Pays de la Loire	2 165	2 074	1 900	1 111	1 199	+7,9%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	1 281	1 198	1 171	691	801	+15,9%
Entre 1 et 10 salariés	730	728	564	332	348	+4,8%
Entre 11 et 50 salariés	100	88	80	47	45	-4,3%
Entre 51 et 200 salariés	7	14	20	9	5	-44,4%
Entre 201 et 1 000 salariés	2	2	7	3	0	-100,0%
Total	2 120	2 030	1 842	1 082	1 199	+10,8%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par département	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Loire-Atlantique (44)	780	775	757	452	493	+9,1%
Maine-et-Loire (49)	490	486	411	228	245	+7,5%
Mayenne (53)	184	92	98	43	97	+125,6%
Sarthe (72)	258	301	238	183	166	-9,3%
Vendée (85)	453	420	396	205	198	-3,4%
Total région	2 165	2 074	1 900	1 111	1 199	+7,9%

PAYS DE LA LOIRE

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	83	64	55	27	47
Activités extra-territoriale	0	0	0	0	1
Activités financières et d'assurances	0	0	0	1	0
Activités immobilières	51	52	40	20	29
Activités spécialisées, scientifiques	79	73	42	15	57
Administration publique	152	148	70	46	81
Agriculture, sylviculture et pêche	116	75	62	36	68
Arts, spectacles et activités récréatives	44	39	24	12	32
Autres activités de services	110	79	48	25	40
Commerce; réparation de véhicules	455	367	246	105	219
Construction	366	337	229	98	263
Enseignement	26	29	24	9	8
Hébergement et restauration	261	249	152	82	86
Industrie manufacturière	163	132	94	40	78
Industries extractives	0	1	0	0	2
Information et communication	46	39	27	10	31
Production et distribution d'eau	2	5	7	0	0
Production et distribution d'électricité	1	2	0	0	2
Santé humaine et action sociales	29	21	11	2	21
Transports et entreposage	40	36	28	9	32
Secteur non renseigné	141	326	741	574	102
Total région	2 165	2 074	1 900	1 111	1 199

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Nombre d'ouverture de procédures collective par type	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 242	4 489	4 467	2 962	2 967	+0,2%
France	49 911	49 136	46 117	28 166	27 103	-3,8%

Nombre d'ouvertures de procédures de prévention par tranche d'effectif*	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Aucun salarié	2 920	2 554	2 697	1 805	2 126	+17,8%
Entre 1 et 10 salariés	1 393	1 242	1 105	751	749	-0,3%
Entre 11 et 50 salariés	158	149	141	86	72	-16,3%
Entre 51 et 200 salariés	13	18	15	10	6	-40,0%
Entre 201 et 1 000 salariés	6	1	7	1	1	0,0%
Plus de 1 000 salariés	0	0	0	2	0	-100,0%
Total	4 490	3 964	3 965	2 655	2 954	+11,3%

*seuls les dossiers où l'information est connue sont comptés.

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par département	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2021/2020
Alpes-de-haute-Provence (04)	112	106	105	57	54	-5,3%
Hautes-Alpes (05)	117	87	90	83	75	-9,6%
Alpes-Maritimes (06)	1 267	1 069	1 182	866	800	-7,6%
Bouches-du-Rhône (13)	2 295	1 806	1 814	1 139	1 240	+8,9%
Var (83)	974	885	808	483	516	+6,8%
Vaucluse (84)	477	536	468	334	282	-15,6%
Total région	5 242	4 489	4 467	2 962	2 967	+0,2%

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Nombre d'ouvertures de procédures collectives par secteur d'activité	2017	2018	2019	2020	2021
Activités de services administratifs	217	176	120	78	158
Activités extra-territoriale	0	0	2	0	0
Activités financières et d'assurances	92	73	40	21	43
Activités immobilières	163	120	93	44	112
Activités spécialisées, scientifiques	238	195	166	84	179
Agriculture, sylviculture et pêche	53	31	32	33	59
Arts, spectacles et activités récréatives	95	58	53	30	46
Autres activités de services	236	153	127	48	118
Commerce; réparation de véhicules	992	876	557	278	580
Construction	1 048	780	500	269	622
Enseignement	70	66	43	15	35
Hébergement et restauration	792	573	416	198	338
Industrie manufacturière	241	226	128	69	138
Industries extractives	0	1	0	0	0
Information et communication	81	59	41	26	68
Production et distribution d'eau	11	8	7	1	9
Production et distribution d'électricité	3	0	0	0	3
Santé humaine et action sociales	84	59	34	21	25
Transports et entreposage	112	111	96	32	102
Secteur non renseigné	714	924	2 012	1 715	332
Total région	5 242	4 489	4 467	2 962	2 967

 Conseil National des
Administrateurs Judiciaires
et des **Mandataires Judiciaires**

 OBSERVATOIRE
DES DONNÉES
ÉCONOMIQUES

6 boulevard des Capucines, 75009 Paris
contact@cnajmj.fr
T. +33 1 42 61 77 44
www.cnajmj.fr